

8 juin 2011 | *Le Droit*

NOUVELLES BOURSES À LA CITÉ

Deux nouvelles bourses d'une valeur totale de 45000\$ sur trois ans viennent d'être créées par la Fondation de La Cité collégiale et la Fondation de l'hôpital Montfort pour les étudiants francophones dans les domaines de la thérapie respiratoire et des techniques d'électroneurophysiologie médicale. Deux étudiants pourront ainsi recevoir une bourse d'une valeur annuelle de 7500\$ chacune pendant trois ans afin d'étudier dans l'un de ces deux domaines. «Les bourses faciliteront l'accès aux étudiantes et étudiants provenant de l'extérieur de la région», a expliqué la présidente de La Cité collégiale, Lise Bourgeois. Les étudiants déjà inscrits dans l'un de ces programmes et qui respectent les critères d'admissibilité ont jusqu'au 30 juin prochain pour soumettre leur candidature pour ces bourses.

LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | Le Droit

CHANGER D'ÉCOLE A FAIT LA DIFFÉRENCE

La mère du jeune Gabriel (nom fictif) raconte ce qu'il a vécu à la polyvalente Le Carrefour cette année, avant de changer d'école pour le mieux. « Mon fils de 13 ans était en adaptation scolaire et il se faisait donner des noms, rabaisser, et on lui racontait des peurs. » La mère dit avoir éprouvé des difficultés avec des membres du personnel, qui lui rapportaient des épisodes de violence. « Mon fils n'est pas une personne violente », assure-t-elle. « À la fin du mois de février, mon fils Gabriel ne voulait plus aller à l'école il ne dormait plus, il vomissait avant d'aller à l'école et s'organisait pour ne plus quitter la maison cinq minutes après nous, pour aller à ses cours. » La mère a entrepris de le faire changer d'école. « WOW! Quel changement! Il a amélioré ses notes. Son entourage a changé et il a retrouvé le bonheur. » Selon la mère, de parler publiquement de ces histoires est un plus pour les jeunes qui vivent des difficultés à l'école. « Il y a beaucoup trop de cas comme le nôtre et les gens n'en parlent pas. »

Louis-Denis Ebacher, LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | *Le Droit* | *LOUIS-LOUIS-DENISDENISEBACHER EBACHER*
ldebacher@ldebacher@ledroit.ledroit.com com

LE COMBAT D'UNE EX-ENSEIGNANTE

Une nuit, il n'y a pas si longtemps, Jocelyne Séguin a entendu pleurer à l'extérieur de chez elle. C'était plus fort qu'elle, l'enseignante à la retraite est sortie pour voir ce qui se passait. Celui qui pleurait avait 12 ans et il voulait se suicider. Il vivait dans la violence à l'école, et même son frère faisait partie des agresseurs.



Jocelyne Séguin a enseigné pendant 33 ans à Rockland et à Ottawa. Elle a vu la violence et l'intimidation chez les enfants en tant qu'enseignante, mais aussi comme parent. Aujourd'hui retraitée, elle tente par tous les moyens de créer un organisme visant à aider les jeunes victimes, leurs parents,

mais aussi « les intimidateurs », qu'elle décrit comme des jeunes vivant avec des carences.

« C'était il y a dix jours, raconte-t-elle. Il était deux heures du matin, et j'entendais pleurer dehors. Je suis sortie, et il y avait ce jeune ado en pyjama, caché dans un buisson. Le pauvre petit voulait se suicider. »

Traiter le « cancer »

La discussion s'est ouverte et le désespoir n'a fait que devenir plus évident. « Il disait que ses parents ne pouvaient pas le comprendre. Qu'il se faisait intimider à l'école, et que même son frère embarquait avec ceux qui lui faisaient la vie dure, à la maison comme à l'école. »

Cette histoire en est une autre de trop pour Mme Séguin, qui a comme projet de retraite de sortir du pétrin ceux qui s'y t rouvent malgré eux. « Les parents ont besoin d'information, c'est certain. Moi, ma priorité, c'est la source du problème : m'adresser aux intimidateurs. Ces jeunes-là ont des masques. Ils agressent pour se défendre de quelque chose, parce qu'ils ont des carences, parce qu'ils ne sont pas bien. Lorsqu'ils se couchent, le soir, ils deviennent des enfants comme les autres. »

Pour Mme Séguin, les enseignants et les responsables d'école doivent trop souvent jouer à la police. « Il faut agir parce que c'est un cancer. La tolérance zéro pour la violence a amené quelque chose de plus sournois, de plus humiliant chez les jeunes qui veulent contrôler. Ce n'est pas que des coups de poing, ce sont des coups de gueule. »

Pour mener son projet à terme, la retraitée doit franchir l'étape du financement. Presque tout reste à faire, prévoit-elle. À commencer par changer les mentalités.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | *Le Droit*

DURS SOUVENIRS

Hélène (nom fictif) entend ces histoires d'humiliation et d'intimidation à l'école avec de bien tristes souvenirs en tête. Ses enfants, aujourd'hui devenus grands et émancipés, ont connu des heures difficiles dans différentes écoles primaires et secondaires de l'Outaouais. « Tout dépend de la direction de l'école, selon elle. Certaines ferment les yeux, d'autres pas. » Elle raconte les jours où son fils ne mangeait plus, et où elle se demandait ce qui pouvait bien se passer avec lui. Les souvenirs remontent aux années 80, à L'École du Nouveau-Monde. « Un jour, un enseignant lui a dit: 'Si tu te fais écoeurer, c'est de ta faute'. » Le jeune adulte prépare aujourd'hui son entrée à l'université, malgré un problème de déficit d'attention. L'histoire d'intimidation d'une enfant de dix ans, rapportée dans LeDroit de vendredi dernier, l'a surprise. « Il a dit: 'Hé! J'ai vécu ça, moi!' » La mère a sorti ses enfants de l'école, pour les amener dans une autre institution. « C'était du harcèlement à tous les jours, surtout au primaire. C'était moins pire au secondaire. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | *Le Droit*

ENTOURÉ DE PANNEAUX

« Je vis la même situation avec mon garçon de 7 ans, qui est en première année, écrit le père, Martin. Il subit des bousculades, des coups de poing, des étranglements, et les jeunes lui lancent des objets dans la classe. » Le parent se sent seul dans le système scolaire après avoir rencontré les enseignants et la direction. « Il y a des incidents et on ne nous appelle jamais. » Le père explique que les épisodes d'intimidation se poursuivent dans l'école primaire de Gatineau que fréquente son enfant, et que la solution apportée est « de mettre mon garçon dans un coin de la cour d'école (pendant que) les autres élèves l'intimident dans une autre partie de la cour ». En classe, pour éviter que la victime ne soit davantage menacée, l'enfant est placé dans le coin de la classe « entouré de panneaux pour ne pas que les autres garçons le frappent ou lui lancent des choses ». Le père se demande pourquoi son fils doit être mis en retrait de tous les autres, alors que c'est lui qui subit les mauvaises actions de quelques confrères. La direction de l'école a rencontré le père à cinq ou six reprises, mais ce dernier estime toujours qu'aucune action concrète et acceptable à ses yeux n'a été entreprise.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | Le Droit | LOUIS-DENIS EBACHER ldebacher@ledroit.com

METTRE UN TERME AU RÈGNE DE LA PEUR

La meilleure façon de mettre un terme « au règne de la peur » dans certaines classes du primaire et du secondaire de l'Outaouais est de répéter le message de la dénonciation, selon le président de la Commission scolaire des Draveurs (CSD), Julien Croteau. Le phénomène de l'intimidation et du harcèlement est répandu dans les écoles et les cours de récréation en Outaouais, convient M. Croteau. « Répéter ce message va peut-être bien mettre les intimidateurs sur le spot, plutôt que de montrer davantage leurs victimes », souhaite le président de la CSD.



L'histoire d'une élève de 10 ans constamment intimidée, menacée et battue dans une école de Gatineau a fait réagir beaucoup de parents, cette fin de semaine. Cynthia Buzzell, qui a dénoncé la situation de sa fille dans nos pages, n'est pas seule. Sa sortie a encouragé de nombreux parents à raconter leur histoire, prouvant que ces intimidations ne sont pas des cas isolés dans les salles de classe et les cours de récréation de la région, peu importe l'école ou la commission scolaire.

L'histoire d'une élève de 10 ans constamment intimidée, menacée et battue dans une école de Gatineau a fait réagir beaucoup de parents, cette fin de semaine. Cynthia Buzzell, qui a dénoncé la situation de sa fille dans nos pages, n'est pas seule. Sa sortie a encouragé de nombreux parents à raconter leur histoire, prouvant que ces intimidations ne sont pas des cas isolés dans les salles de classe et les cours de récréation de la région, peu importe l'école ou la commission scolaire.

La semaine dernière, LeDroit rapportait la troublante histoire d'une élève de dix ans vivant sans cesse l'intimidation et la violence des autres jeunes, à l'école Les Trois Saisons, dans le secteur Gatineau. M. Croteau, tout comme son homologue de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais, Jocelyn Blondin, sait que ce fléau est présent partout, qu'il ne se limite pas à une seule école, ni à une seule tranche d'âge.

« On ne jouera pas à l'autruche. Il y a un problème de respect à l'école », lance M. Blondin. Pour M. Croteau, les efforts « énormes » pour éradiquer l'intimidation, comme les campagnes de sensibilisation et le travail des intervenants, doivent absolument être conjugués aux efforts des parents d'enfants qui font subir la violence. « Il arrive qu'on n'arrive même pas à rejoindre le parent d'un élève problématique. » L'éducation commence à la maison, conviennent professionnels, syndicats et directions du système scolaire.

Insidieux

Le président du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais, Gaston Audet, se demande jusqu'où la

société peut tolérer la violence chez les jeunes. « La vision des enseignants, c'est la tolérance zéro. Mais que voulez-vous faire lorsqu'un jeune entre avec une arme blanche dans l'école, reçoit trois jours de suspension, et revient à l'école ? »

L'autre violence, psychologique, a gagné du terrain, ces dernières années. « C'est plus caché, plus insidieux, dit M. Audet. Puis ensuite, on a affaire à un parent absent, qui travaille, et qui ne nous croit pas lorsqu'on lui dit que son enfant est violent. On nous répond : 'C'est un ange à la maison. C'est impossible, ce que vous dites'. » Au bout du compte, déplore M. Audet, l'enseignant est laissé à lui-même et « gère à la pièce » les cas les plus difficiles.

Julien Croteau a vu la culture de la violence et de l'intimidation changer depuis dix ans, avec les menaces et les messages violents qui visent souvent la même personne vulnérable dans Internet. La culture de l'omertà est trop enracinée chez les jeunes, déplore-t-il. « Dénoncer, c'est encore mal vu. Les cas qui nous sont rapportés, on s'en occupe dans la mesure où on en est capables. On ne deviendra pas un État policier non plus. »

Jocelyn Blondin voit dans l'apport parental la clé du succès de la lutte à l'intimidation. « Des parents d'enfants violentés disent que nous ne faisons rien, alors que d'autres ne sont pas capables d'admettre que leur enfant puisse être l'intimidateur. »

M. Blondin se rappelle d'un événement à l'École secondaire MontBleu, où lui-même a vu un élève lui manquer de respect. « Je me trouvais avec un enseignant et le directeur de l'école, qui parlaient avec un élève qui voulait quitter. C'est à ce moment qu'il m'a dit, bien bête : 'Té qui toé ?' Je lui ai répondu que j'étais le président de la commission scolaire... » Pourtant cet élève réussissait bien à l'école et sa mère était convaincue qu'il s'entendait bien avec tout le monde.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | *Le Droit*

IL VA FAIRE CHAUD AUJOURD'HUI

Préparez vos parasols et bouteilles d'eau : la journée d'aujourd'hui devrait être particulièrement chaude, dans la région. Le médecin-chef en santé publique d'Ottawa a émis une mise en garde contre la chaleur, Environnement Canada prévoyant une température ressentie de 40 degrés Celsius ou plus, si on compte le facteur humidex. La chaleur extrême peut entraîner la déshydratation, l'épuisement, les coups de chaleur et même la mort. « Sans protection contre la chaleur, comme l'accès à un milieu climatisé et à beaucoup de liquides, des personnes peuvent développer de graves problèmes de santé », a déclaré le Dr Isra Levy. La Santé publique incite les gens à garder un œil sur leurs proches, amis et voisins qui pourraient être isolés ou vulnérables à la chaleur. Les résidents peuvent se rafraîchir dans les piscines, les centres communautaires et succursales de la Bibliothèque. De plus, les cinémas Rainbow, au Centre St-Laurent, se sont alliés à la Ville d'Ottawa pour offrir des billets à prix abordables et des matinées supplémentaires afin que les gens puissent se rafraîchir dans des milieux climatisés durant les périodes de grandes chaleurs.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY

Ottawa devra respecter ses obligations linguistiques

pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com com

Pas question pour les francophones d'accepter que le gouvernement Harper coupe 11 milliards \$ dans les dépenses et les programmes au cours des prochaines années sans qu'il ne tienne compte de ses obligations quasi-constitutionnelles prévues à la Loi sur les langues officielles.

C'est l'avertissement qu'a lancé Marie-France Kenny, la présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), à propos des intentions reconfirmées dans le budget Flaherty de lundi de réduire les dépenses des institutions fédérales d'une somme totalisant 11 milliards \$ d'ici 2015-2016.

« Les institutions fédérales ont des obligations très claires en termes d'offre de services dans les deux langues officielles et de mesures positives pour appuyer le développement des communautés. Ce sont des obligations quasi-constitutionnelles qui doivent figurer au premier plan dans l'examen des dépenses et des programmes » a rappelé la présidente Kenny.

La FCFA souligne qu'elle a demandé une rencontre avec le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, James Moore, et du président du Conseil du Trésor, Tony Clement, afin de discuter de cette question. Elle note aussi que leurs déclarations, et les principes évoqués dans le discours du Trône, permettent de croire que les communautés francophones en situation minoritaire peuvent contribuer grandement à l'examen stratégique et fonctionnel prévu dans ce budget.

« Le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement comptait sur l'appui des Canadiens pour orienter les efforts au niveau de l'examen des dépenses et des programmes. D'autre part, le discours du Trône a mis de l'avant l'idée que les communautés sont les mieux placées pour surmonter leurs défis particuliers, mais que le gouvernement peut contribuer à créer les conditions qui leur permettront de réussir. Il y a là deux principes sur lesquels nous pouvons fonder une contribution constructive des communautés à cet examen » a mentionné la présidente de la FCFA.



Par ailleurs, l'organisme voit comme de bonnes nouvelles l'investissement de 15 millions \$ dans le Fonds du Canada pour les périodiques et l'octroi d'une somme de 60 millions \$ à RadioCanada en 2011-2012.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | *Le Droit*

L'AUTOBUS À 1 \$

La Société de transport de l'Outaouais propose un billet au tarif unique de 1 \$ sur l'ensemble de son réseau, aujourd'hui, dans le cadre de la Semaine canadienne de l'environnement qui se déroule jusqu'au 11 juin. L'initiative organisée pour la Journée de l'air pur vise à promouvoir un mode de déplacement plus sain pour l'environnement.

LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY

Les chiffres du gouvernement ne concordent pas, dit l'ACEP

pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com com

L'Association canadienne des employés professionnels se dit préoccupée par le message du gouvernement Harper au sujet de son plan caché de coupures de services et de programmes et met en doute les chiffres avancés au sujet de l'attrition et des départs à la retraite des fonctionnaires fédéraux.

Pour le président de l'ACEP, Claude Poirier, le gouvernement Harper laisse entendre qu'il est « ici pour tous les Canadiens », alors que son budget présenté lundi suggère plutôt un plan caché de coupures de services et de programmes qui affectera toute la population et augmentera l'incertitude et la vulnérabilité de tous les foyers canadiens.

Tout en rappelant que l'économie canadienne est parmi les meilleurs des pays du G-8, le président de l'ACEP souligne que le gouvernement Harper va bientôt couper 80 000 emplois canadiens et éliminer des services qui y sont liés et sur lesquels les Canadiens dépendent afin de maintenir leur niveau de vie.

Mais les chiffres avancés par le premier ministre Harper pendant la dernière campagne électorale ne concordent pas avec les données du Conseil du Trésor, selon l'ACEP, syndicat représentant plus de 11 000 économistes, statisticiens et autres professionnels du secteur fédéral.

« Je ne pense pas que le ministre Flaherty dit la vérité aux Canadiens. Nous savons, à partir des données du conseil du Trésor, que 20 000 employés de la fonction publique ne vont pas prendre leur retraite durant les quatre prochaines années », a affirmé M. Poirier. « Qui vont-ils laisser aller ? Quels services est-ce que Stephen Harper va couper ? Est-ce que les Canadiens sont prêts à voir des programmes importants être sacrifiés ? Est-ce que ce gouvernement est vraiment 'ici pour tous les Canadiens ?' ».

Dans son plan de coupures, fait aussi remarquer le président Poirier, le gouvernement n'a pas prévu d'incitatifs afin d'atteindre ses cibles comme ce fut le cas au milieu des années 1990 lorsque le gouvernement fédéral, alors sous les libéraux, avait réduit la taille de la fonction publique fédérale de 45 000 emplois. « Le gouvernement Harper ne cesse de répéter que l'attrition permettra au gouvernement de ne pas renvoyer personne contre leur gré chez lui ou chez elle. Mais les chiffres ne concordent pas. De plus, dans les années 1990, le gouvernement fédéral a offert des incitatifs afin d'atteindre ses cibles – les programmes de retraite anticipée et de départ anticipé. Le gouvernement Harper n'a pas prévu de tels programmes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE PIERRE DUFAULT DUFAULT
 fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Les libéraux annoncent l'élargissement de la 417... une quatrième fois

Les libéraux de l'Ontario l'ont d'abord annoncé dans leur plus récent budget. Le député Phil McNeely l'a ensuite annoncé deux fois, et le ministre Bob Chiarelli, une fois. Hier, c'était au tour du premier ministre Dalton McGuinty de réitérer l'engagement de son gouvernement à élargir l'autoroute 417 de l'échangeur de la route régionale 174 à celui de la rue Nicholas, à Ottawa.



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, LeDroit

Le premier ministre ontarien, Dalton McGuinty

De passage dans la capitale fédérale, M. McGuinty a donné un aperçu du chantier de 200 millions\$ qui, a-t-il promis, sera mis en branle dès l'an prochain.

Une voie d'autoroute sera ajoutée dans chaque direction sur un tronçon de quatre kilomètres. Le pont d'étagement du boulevard Saint-Laurent et le pont qui enjambe la rivière Rideau seront élargis. Les ponts d'étagement du chemin Belfast, de la promenade Vanier et de l'avenue Lees seront entièrement remplacés chacun en l'espace d'un week-end, suivant la méthode éclair utilisée pour les viaducs de la promenade Island Park et de l'avenue Maitland, en 2007 et 2008.

« L'autoroute 417 est la plus importante route qui traverse notre communauté. Elle nous a bien été utile dans le passé mais aujourd'hui, elle ne répond plus aussi bien à nos besoins. Les choses ne vont qu'empirer si nous ne commençons pas à investir dès maintenant », a déclaré M. McGuinty lors d'une visite du chantier de reconstruction d'un des deux ponts d'étagement du chemin Cyrville qui enjambent l'autoroute.

La reconstruction de ce pont d'étagement est, en quelque sorte, l'élément déclencheur du vaste chantier que sera la 417 pour les quatre prochaines années. En marge de ce chantier, un nouvel échangeur de 47 millions \$ sera également construit à la hauteur du chemin Hunt Club.

« La jonction de la 174/417 est une source de frustrations pour les automobilistes de l'est d'Ottawa depuis déjà plusieurs années. Lorsque cet échangeur a été construit, au milieu des années 1970, les secteurs Orléans et Cumberland ne comptaient même pas 20000 habitants. Ils en comptent aujourd'hui

130000 », a chiffré M. McNeely, qui représente la circonscription provinciale d'OttawaOrléans.

Les travaux doivent être complétés d'ici 2015, de manière à ce que les autobus d'OC Transpo puissent emprunter la 417 sans y rester congestionnés pendant la conversion de leur Transitway en voie ferrée, dans le cadre du projet de train léger de la Ville d'Ottawa.

Hier, le maire Jim Watson s'est dit ravi de voir la province s'engager « une fois pour toutes » à régler le problème de l'échangeur de la 174/417. Selon lui, les bouchons de circulation quotidiens à cet endroit ont un lourd impact sur la qualité de vie des résidents de l'est d'Ottawa.

« C'était un projet attendu depuis longtemps. Pour la première, je vois un plan concret. Un plan qui réduira vraiment la congestion routière », a partagé le conseiller municipal Tim Tierney au Droit. « Le rideau de fer vient finalement de tomber dans l'est de la ville », d'ajouter son collègue Stephen Blais.

Le conseiller Bob Monette ne partage toutefois pas le même enthousiasme. « Les libéraux ont annoncé qu'ils régleraient le problème de l'échangeur de la 174/417 en 2003, en 2007 et ils l'annoncent encore en 2011. J'espère qu'ils vont arrêter de faire des promesses et qu'ils vont commencer à travailler », de fustiger l' élu du quartier Orléans.

Même son de cloche du côté de la députée progressiste-conservatrice Lisa MacLeod. « Les libéraux de Dalton McGuinty passent leur temps à annoncer qu'ils vont faire quelque chose pour l'échangeur de la 174/417, mais ils ne font jamais rien. Encore aujourd'hui, je suis convaincue que ce n'est qu'une annonce à saveur électorale pour venir en aide à un candidat (M. McNeely) qui aura bien du mal à se faire réélire cet automne. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: Vente de garage collective au parc Gérard-Marchand du secteur Angers, samedi ou dimanche en cas de pluie. Pour information: 819-281-0467.



Au boulot, fiston!

Il a 15 ans aujourd'hui. Il termine son secondaire 3 et il a un petit boulot qui lui permet de se payer ses sorties au cinéma, ses aventures de paintball et quelques gâteries à sa copine.

Évidemment, mon fils ne fait pas exception. À 15 ans, je suppose qu'on correspond à cette description et les parents doivent s'y résoudre.

Je suppose aussi que son travail ne nuira pas à ses études. La période d'examen approche et j'aimerais beaucoup plus qu'il se concentre sur ses matières scolaires que sur la propreté des assiettes.

Car l'ado en question est plongé dans une succursale d'une

chaîne de restaurant familial.

À ce sujet, j'espère fortement que l'entreprise pour qui il travaille à cette conscience sociale qui limite les heures de travail des ados qui sont toujours sur les bancs d'école.

En réalité, le Québec n'a pas vraiment de normes encadrant le travail des jeunes de moins de 18 ans. Le Conseil du patronat du Québec et la Centrale de l'enseignement du Québec ont rédigé conjointement une politique à laquelle l'adhésion est volontaire. Le Secrétariat de la jeunesse a fait de même. Ces deux politiques ont été publiées à la fin des années 90.

Parmi les articles de cette politique, on demande à l'employeur

de ne pas embaucher des enfants de moins de 13 ans; de ne pas faire travailler les jeunes de moins de 16 ans plus de 15 heures par semaine, pendant l'année scolaire; de respecter la limite de deux heures de travail rémunéré par jour, par jeune, pendant les jours de classe, et de sept heures durant les jours sans classe; de ne pas faire travailler les jeunes pendant les heures de classe; de ne pas faire travailler les jeunes entre 21 h 30 et 6 h ainsi qu'à confier aux jeunes, autant que possible, un travail compatible avec le rythme variable de l'année scolaire, et particulièrement avec les périodes d'examen.

Mais tous ces beaux vœux pieux n'ont rien à voir avec

la réalité. Bien sûr, quelques employeurs respectent à la lettre ces recommandations. Par contre, d'autres moins scrupuleux exagèrent.

Et je ne dis pas que c'est le cas de l'employeur de mon fils.

Mais quand une entreprise embauche un jeune qui a de belles qualités, qui est travailleur, consciencieux, poli et affable, on a tendance à lui offrir plus d'heures de travail et c'est normal.

Il faut donc éduquer nos jeunes en ce sens.

Leur inculquer ces valeurs, bien sûr, mais aussi leur apprendre à dire non.

Ils doivent comprendre que ces emplois d'été n'ont rien à

voir avec la carrière qui leur est promise. Qu'ils ne passeront pas leur vie dans une cuisine de restaurant à laver des assiettes. Qu'il est agréable, certes, de gagner quelques dollars à l'adolescence mais que plus tard, lorsqu'ils devront payer le loyer et tout ce qui vient avec, ces quelques dollars ne suffiront pas.

Mais en bref, je suis fier de mes enfants qui ont déniché un emploi d'été. Ils vont acquérir une discipline de travail, un respect et le goût du travail bien fait. D'ailleurs, je le souhaite à tous les adolescents.

Comme ça, les parents peuvent respirer un peu mieux... financièrement!

» EN BREF

BRAVO LES FILLES!



Photo de courtoisie

Samedi dernier, Kara Tremblay-Albert, 9 ans et Aurélie Portelance, 8 ans du Centre de pédiatrie sociale de Gatineau ont complété les 5 km du marathon d'Ottawa. C'est la preuve que lorsque des bénévoles s'investissent auprès de nos enfants leur parcours de vie devient positif. Le centre est animé par plusieurs bénévoles et étudiants dont ceux de l'Université du Québec en Outaouais. Les marathoniennes sont accompagnées ici des bénévoles Émanuelle Hupé et Ariane Brunet.

COUPE DES CONSEILLERS

Le comité organisateur de la 6e édition des courses de Boites à savon d'Orléans propose une toute nouvelle activité cette année, soit la Coupe des conseillers.

Quatre conseillers de la Ville d'Ottawa, soit Stephen Blais, Rainer Bloess, Mathieu Fleury et Bob Monette, ainsi que deux députés, Phil McNeely et Royal Galipeau, dévaleront le boulevard d'Orléans à bord d'une boîte à savon afin de mettre la main sur la précieuse coupe. L'invitation a aussi été lancée auprès du maire Jim Watson mais pour l'instant, M. Watson n'a pas encore fait part de sa décision.

En primeur cette année, une équipe de jeunes cadets ont pris l'initiative de construire une boîte à savon à tandem. Celle-ci leur permettra d'offrir une expérience inoubliable à des enfants qui ne peuvent conduire un de ces bolides.

L'événement aura lieu samedi, sur le boulevard Orléans, à l'intersection du boulevard St-Joseph. Lors de la journée, plusieurs activités sont offertes aux spectateurs dont du maquillage pour les enfants, des spectacles, des kiosques, l'essai de Segway et quelques surprises!

Tous les profits de la course sont remis à la Fondation des Sénateurs d'Ottawa et à la maison Roger.

Pour en savoir plus, visitez le site Internet au www.boitesasavonorleans.com.

AU GOLF POUR LA MAISON

La 11e Classique de golf de la Maison Mathieu-Froment

Savoie aura lieu le 8 juillet, au club de golf Kingsway.

L'événement est placé sous la présidence d'honneur de Guy Leblanc, directeur des Affaires Aylmer.

Guy aimerait vous compter parmi les invités et si vous avez envie d'y prendre part, vous devez composer le 819-770-3900.

Par expérience, je vous dirais de faire vite puisque quand Guy s'engage dans un événement, les places disparaissent rapidement.

PERSONNALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Trois employés de la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais sont en lice pour le titre de « Personnalité environnementale 2011 ».

Le titre sera décerné le 24 août lors de l'accueil annuel du personnel.

Tous les employés de la commission scolaire seront alors conviés à une journée d'activités et un moment sera réservé au dévoilement de cette Personnalité environnementale 2011. Une plaque honorifique lui sera donnée, ainsi qu'une bourse de 150\$.

Les personnes en nomination sont France Lavoie, enseignante à l'école Notre-Dame-du-Sacré-Coeur de Chapeau, Philippe Beaudoin, enseignant à l'école élémentaire et secondaire Sacré-Coeur de Gracefield et Isabelle Clément, enseignante à l'Académie Sacré-Coeur, de Maniwaki.

FESTIVAL DES COLLINES

La 3^e édition du Festival d'été des Collines se tiendra au Lac-

des-Loups, du 22 au 26 juin.

Sous le grand chapiteau, plusieurs artistes seront sur scène au grand plaisir des festivaliers. Parmi les spectacles présentés, il y aura un Hommage aux Beatles ainsi que plusieurs artistes provenant de partout au Québec.

Sous un autre chapiteau, on retrouvera le coin des Artisans et le spectacle du Théâtre de la Petite École.

Michel Gervais, coordonnateur de l'événement, était très fier de présenter cette programmation à la population. Il ne manque que vous et le beau temps!

SOIRÉE DÉCULOTTÉE

Le 11 juin, des centaines d'hommes et femmes osent se dévêtir pour lever le voile sur les cancers « sous la ceinture ».

Vêtus de costumes extravagants ou en petits caleçons blancs, les participants déambuleront dans les rues d'Ottawa à l'occasion de cette marche de 5 km ou la course de 10 km.

Le cancer colorectal, de la prostate, des ovaires, des testicules, de la vessie et de l'urètre sont les cancers ciblés et les participants ont comme principal objectif d'éliminer les tabous pour financer la lutte contre ces maladies.

Le départ de la course aura lieu au Alumni Park de l'Université Carleton à 18 h mais vous pourrez venir admirer les costumes à compter de 17 h. Après la course, vers 19 h, le party EXPOSé débute.

L'événement est placé sous la présidence de Linda Eagan, présidente de la Fondation du cancer d'Ottawa.

LES 50 ANS DE TIGRE GÉANT



PATRICK WOODBURY, LeDroit

La chaîne de magasins familiaux Tigre Géant fête cette année ses 50 ans. Le magasin du marché By affiche d'ailleurs une devanture très particulière. L'entreprise qui a vu le jour à Ottawa consacre une large part de sa vitrine anniversaire au Droit ainsi qu'à une représentation de la chasse-galerie et arbore un drapeau franco-ontarien.

LEDROIT, LE MERCREDI 8 JUIN 2011

Article rank | 8 Jun 2011 | Ottawa Citizen | By cLaire BrowneLL cbrownell@ottawacitizen.com
Twitter.com/clabrow

Parents in race to save Orléans Montessori school

Parents of children at the Orléans campus of Bishop Hamilton Montessori School are making frantic plans to purchase it by the end of the month and prevent it from closing next fall.

"It's a lot to accomplish in less than 30 days, considering we all work full time and have children," said Roopa Lidder, who has two children registered to attend the school in the fall. "But in my mind, it's going to happen. Whether by hook or by crook, these teachers aren't going to be let go."

On May 27, the school's board of governors informed parents the east-end campus was in financial trouble and would have to shut down at the end of the school year to make mortgage payments and pay the staff. The 20-year-old private Christian school also operates a west-end campus, but suffered declining enrolment in Orléans.

Parents had already registered their children for the coming year and Lidder said the news came as a shock.

"That left us parents scrambling," she said. "It takes years to get a spot in daycare. And I don't know how in three months they thought we would be able to find something. It has left a lot of parents in a bind."

Instead of working the phones to find a new school or daycare for their children to attend next fall, however, the tight-knit community of about 65 parents has been brushing up on licensing, property management and educational administration. They plan to buy the property, add more French programming to attract new students and run the school as a parent-teacher co-op.

Lidder said the question is how, not if, they'll pull it off. One parent has offered to pay the board of governor's \$2-million asking price for the building. The board of governors has given the parents a deadline of June 30 to come up with a business plan and an offer to buy the property.

Heather Smith, the chair of the board of governors, said the decision to close the school was made after the board looked at enrolment for the coming year and realized the financial situation was not sustainable. She said the east-end campus has been having money problems for years, but the board didn't tell parents out of fear enrolment would suffer even more.

"We did the best we could with what we had," Smith said.

Lidder said the late-night planning sessions are worth it if the parents can save the school. "Think of your favourite teacher growing up. We have 21 of them. That's how amazing that school is," she said. "It really is a community. It's something I don't want to see let go and all the parents feel that way."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 8 Jun 2011 | Ottawa Citizen | By CAROLYN THOMPSON ottawacitizen.com /city Watch a video report of this story online at

A new world beckons for Carleton's science grads

Convocation ceremonies to take place all week

dAvid McCURdy BAiRd 'I think that at the end of a lifetime, I will feel satisfied if I have added something to their enjoyment of living ... by leaving them just a little more curious.' Founder, Canada science and technology Museum

Melody Jackson is about to hop on a plane to South Korea. She has a job teaching English there, and with her new undergraduate degree in hand, she says she's looking forward to what lies ahead.



phOtOs By Wayne CuddingtOn, the OttaWa Citizen A new group of graduates applaud their parents, family members and others who were in attendance at Tuesday morning's convocation ceremony at Carleton University. Carleton will be holding eight ceremonies this week, with about 3,000 students graduating.

"I just want to see the world. I want to have a really interesting life," Jackson said as she received her Bachelor of Science degree from Carleton University on Tuesday morning along with about 300 other students who attended the convocation ceremony.

Family and friends gathered in Carleton's Fieldhouse, a large arena filled with red carpet, plastic chairs, and a massive stage with the school colours — red, white, and black — draped across it.

The ceremony began with words from two recipients of honorary doctorates from the university.

Former federal cabinet minister Monique Bégin shared stories of her times in Parliament, working to determine whether to ban products when the science wasn't conclusive.

She laughed at her mistakes, but told the students about her decision to always take precautions and invest her work with passion.

"Indifference, to me, is the epitome of evil," Bégin finished, to a loud round of applause.

Then students listened intently as David McCurdy Baird, founder of the Canada Science and Technology Museum, shared his advice for success in the field of science. He told the story of Charles Darwin, himself a young graduate, who wanted to travel around the world. His father pushed him to stay put and begin his career, but Darwin's uncle encouraged him to go, saying he would see more than most because of his "enlarged curiosity."

Baird told the students curiosity is essential.

"I hope you find it in your travels in science," he said.

And the world is a place of beauty, truth, and wonder, Baird explained.

"I think that at the end of a lifetime in that world, I will feel satisfied if, for some of my students, friends, the public, even family, I have added something to their enjoyment of living ... by leaving them just a little more curious."

And for students like Jackson, the speeches both inspired and motivated.

"These people have done all these great things and they sort of started in the same place that I'm starting now," Jackson said.

For other graduates, receiving their degree was not a symbol of beginning, but of completion.

David Rogers, a professor in the physics department, was congratulating his student Ernesto Mainegra, who had just received his PhD in medical physics after four years of part-time studies.

And for Mainegra, the degree meant he had accomplished a longtime dream.

"I always thought that was the ultimate goal to get your PhD," he said.

Mainegra arrived in Canada as a refugee from Cuba 11 years ago, and was hired by Rogers for his first job at the National Research Council in Ottawa. The two worked together until 2003, when Rogers decided to move to a position at Carleton. And he said he was thrilled when Mainegra decided to study there.

"He's been working as if he had a PhD, doing research at the National Research Council for many years," Rogers said. "I'm really pleased that he's actually gotten the formal degree."



Carleton will be holding eight ceremonies this week, with about 3,000 students graduating. The University of Ottawa will begin its graduation ceremonies on Saturday and, by Tuesday, about 7,500 students will have their degrees.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juin 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE PIERRE DUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledoit.ledroit.com com

Impopulaire, McGuinty devra trimer dur pour remonter la pente

Le premier ministre Dalton McGuinty admet qu'il devra « travailler fort » pour garder la confiance des Ontariens, après la parution d'un sondage Angus Reid qui ne lui donne qu'un taux de satisfaction de 19 %, faisant de lui le deuxième dirigeant provincial le plus impopulaire de l'heure au Canada.

À quatre mois d'un scrutin, M. McGuinty dit qu'il continuera à gouverner l'Ontario du mieux qu'il peut et qu'il gardera le cap sur ses priorités, la santé en tête de liste. De passage à Ottawa pour annoncer l'élargissement d'un tronçon de l'autoroute 417, le chef des libéraux à Queen's Park a, une fois de plus, demandé aux Ontariens de le juger sur l'ensemble de son bilan. « J'ai toujours fait mon travail de façon honnête », a-t-il déclaré.

Bien que malmené par le mécontentement qu'ont engendré l'imposition d'une taxe de vente harmonisée (TVH) et un plan énergétique qui a fait exploser les tarifs d'électricité, le premier ministre de l'Ontario a tout de même vu sa cote de popularité prendre du mieux depuis novembre dernier, alors qu'il stagnait à 16 % selon Angus Reid.

C'est toutefois au premier ministre québécois Jean Charest que revient la première place du palmarès des mal aimés, avec un taux de satisfaction de seulement 17 % des électeurs de sa province.

Brad Wall, le plus apprécié

Selon le sondage, c'est le premier ministre Brad Wall, de la Saskatchewan, qui est le plus populaire sur la scène provinciale au pays. Il obtient un taux de satisfaction de 59 %, suivi du néo-démocrate Greg Selinger, du Manitoba, avec 48 %. Les progressistes-conservateurs Kathy Dunderdale, de Terre-Neuve-et-Labrador, et David Alward, du Nouveau-Brunswick, jouissent d'un taux de satisfaction respectif de 43 % et 40 %.

En Colombie-Britannique, la première ministre libérale Christy Clark remonte la pente avec un taux de satisfaction de 36 %, quelques mois après que son prédécesseur Gordon Campbell eut touché le fond du baril avec un maigre 16 %. M. Campbell a depuis quitté ses fonctions, cédant à la pression populaire qu'a engendrée l'implantation d'une taxe de vente harmonisée (TVH) identique à celle de M. McGuinty en Ontario.

Toujours selon le sondage, une proportion de 27 % des Albertains sont satisfaits du travail leur premier ministre, le progressiste-conservateur Ed Stelmach. En Nouvelle-Écosse, le néodémocrate Darrell Dexter obtient 26 %. L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province canadienne à ne pas avoir été sondée.

Le sondage Angus Reid a été mené en ligne, entre les 16 et 25 mai derniers, auprès d'un échantillon de 6756 adultes canadiens dans neuf provinces canadiennes. Sa marge d'erreur est de plus ou moins 1,2 %, 19 fois sur 20.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 8 Jun 2011 | Ottawa Citizen

Forget phys ed

re: Locker-room culture turns boys off physical education, June 5. I read the recent article on male students' aversion to physical education with great interest. It brought back many memories of high school (I graduated in 2005). I remember my time in the locker room as being akin to a ride on the bus. I filed in, never spoke, never made eye contact and just tried to get out as fast as possible. Using the showers was unthinkable, even if we had been allotted the time for it. The locker room was not the only problem with my experiences with gym class. Plenty of punches, kicks, slaps and ridicule from my classmates were waiting for me outside the locker room.

I could not disagree more with Wayne Bifulchi's opinion that physical education should be made mandatory for all four years of high school. I can think of no greater waste of time than shunting math and reading aside to force students to toss around balls while being degraded by their fellow students. One year of physical education was enough for me to cringe at the thought of organized sports. It is ridiculous to claim that physical education is a solution to today's health issues. Fifty minutes of running around a track will not counteract the myriad of economic, cultural and hereditary factors that affect a person's health.

The locker room does not need to be reformed or supervised. It needs to be demolished.

Of course, it does not surprise me that Bifulchi, as head of physical and health education at Nepean High School, would call for mandatory phys ed. He's certainly not going to say that his classes subject unwilling students to daily humiliation sessions in the hope that it makes them want to play sports. If I had gone through what Bifulchi is proposing, I would have sworn off all physical activity for the rest of my life.

ian Harten,
Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 8 Jun 2011 | Ottawa Citizen | By Misty Harris | Postmedia news

More teacher time given to middle class kids: report

Educational edge goes with economic advantage

Preschoolers as young as four are not only aware of class distinctions, they unknowingly perpetuate them.



mark Crosse, mcClatChy-tribune news sebastian Vargas, 5, left, and Hugo Moreno, 4, at right, in a kindergarten class for younger pupils. a University of Michigan sociologist has observed that preschoolers are aware of class distinctions.

That's the conclusion of a new study in which the linguistic behaviour typical of upper middle-class kids — speaking to adults as equals, interrupting more, and “using their words” — was routinely rewarded in the classroom — usually at the expense of less economically-advantaged students. The Qualitative Sociology paper concludes that workingclass disengagement with academia may begin before a student even enters kindergarten.

“As early as preschool, children have a sense that certain students get their needs met more often than others, and that certain students get attention more often than others,” says Jessi Streib, the study's author.

Over an eight-month period, the University of Michigan sociologist observed that four-year-olds from upper middle-class families demonstrated greater willingness to speak up, interrupt the teacher, address adults as conversational equals, and direct the flow of classroom discussion.

They were more outspoken than their lower-income peers, better suited to winning disputes with their peers, and experienced more engagement with authority figures.

"Middle-class students are constantly asking for attention in a way that working-class students are not," says Streib. "So, even when the teachers are really trying hard to talk to everyone, they get interrupted a lot by the middle-class children and their attention is diverted."

She says research has shown middle-class parents are more likely to speak to their children as equals, urge them to make a case for what they want, structure their days with activities, and demand that institutions cater to them. Working-class parents, by contrast, tend to take a more "hands-off approach," allowing children to fill their own time and instructing them to treat authority figures deferentially.

Streib suggests these two styles set up a "subtle division" with the economically privileged children getting the educational edge.

This advantage allows the youngsters greater practice responding to questions, making presentations, debating, rationalizing and negotiating; as Streib puts it, "they use language to learn more language."

They also apply these skills to win disputes over toys, ensure their needs are met, and to direct conversation, ultimately achieving power over both the verbal space and material objects in the classroom.

Streib suggests that being on the losing side of this system is what puts into place the roots of academic disengagement.

"We know that over the life course, working-class children are more likely than upper middle-class children to feel like school isn't a place for them," says Streib. "But on the other hand, preschool is really important for low-income kids. So I would warn not to throw the baby out with the bathwater."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 8 Jun 2011 | Ottawa Citizen

Children's medication recalled over caps

Four types of children's medication were recalled Tuesday because of potential faults to the child-resistant packaging. Health Canada announced the voluntary recall from Tanta Pharmaceuticals Inc., which include Life Brand and Teddy's Choice acetaminophen products. In a news release, the federal agency said "the child safety mechanism on some of the caps may not be locking properly and caps may open even in the locked position. This presents a risk to children who are able to open the bottle and ingest the product." The affected products are junior strength acetaminophen tablets (160 mg) — which are sold in packages of 20 — and children's strength acetaminophen tablets (80 mg) in packs of 24. Both are available in bubble gum and grape.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.